

CABINET

ARRETE N°2020-CAB-410
portant création d'un local de rétention
administrative

LE PREFET DE MAYOTTE,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU l'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

VU le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 23 avril 2018 portant nomination de M. Julien KERDONCUF en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 du Président de la République portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet de Mayotte, Délégué du Gouvernement ;

Vu le décret du 25 novembre 2019 portant nomination de M. Jérôme MILLET en qualité de chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;

Vu le décret du 20 mai 2020 portant cessation de fonctions de M. Jean-Baptiste CONSTANT, directeur de Cabinet du préfet de Mayotte ;

Vu l'arrêté n° 2020-SG-DIRCAB-271 du 27 mai 2020 confiant à M. Jérôme MILLET, secrétaire général adjoint de la préfecture de Mayotte, l'intérim des fonctions de directeur de cabinet du préfet de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

CONSIDERANT l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interpellation importante d'étrangers en situation irrégulière au cours des dernières 24 heures ;

ARRETE

Article 1er : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **vendredi 03 juillet 2020 à 10 heures 00 jusqu'au samedi 04 juillet 2020 à 10 heures 00 dans les locaux du centre de rétention administrative – salle d'attente et de vérification de Mayotte.**

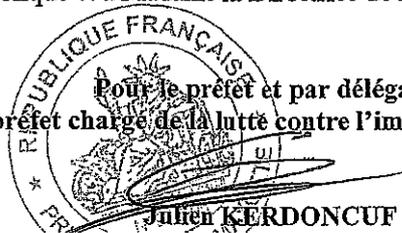
Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la Police aux Frontières.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet par intérim, le sous-préfet chargé de la lutte contre l'immigration clandestine, le directeur territorial de la police nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la Directrice de l'agence régionale de santé.

À Dzaoudzi, le 3 juillet 2020

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet chargé de la lutte contre l'immigration clandestine



CABINET

ARRETE N°2020-CAB- 411
**portant création d'un local de rétention
administrative**

LE PREFET DE MAYOTTE,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU l'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

VU le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 23 avril 2018 portant nomination de M. Julien KERDONCUF en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 du Président de la République portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet de Mayotte, Délégué du Gouvernement ;

Vu le décret du 25 novembre 2019 portant nomination de M. Jérôme MILLET en qualité de chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;

Vu le décret du 20 mai 2020 portant cessation de fonctions de M. Jean-Baptiste CONSTANT, directeur de Cabinet du préfet de Mayotte ;

Vu l'arrêté n° 2020-SG-DIRCAB-271 du 27 mai 2020 confiant à M. Jérôme MILLET, secrétaire général adjoint de la préfecture de Mayotte, l'intérim des fonctions de directeur de cabinet du préfet de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

CONSIDERANT que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

CONSIDERANT qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

CONSIDERANT l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interpellation importante d'étrangers en situation irrégulière au cours des dernières 24 heures ;

ARRETE

Article 1er : Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **vendredi 03 juillet 2020 à 10 heures 00 jusqu'au samedi 04 juillet 2020 à 10 heures 00 dans les locaux du centre de rétention administrative – zone d'attente de Mayotte.**

Article 2 : La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par la Police aux Frontières.

Article 3 : Le sous-préfet, directeur de Cabinet par intérim, le sous-préfet chargé de la lutte contre l'immigration clandestine, le directeur territorial de la police nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Madame la Directrice de l'agence régionale de santé.

À Dzaoudzi, le 3 juillet 2020

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet chargé de la lutte contre l'immigration clandestine

